

BILLET DE BLOG 29 octobre 2026

Assemblées annuelles de Bangkok : la sécurité économique d'abord, les transitions en attente de relais

Auteurs

Céline Kauffmann

Directrice des programmes

Damien Barchiche

Directeur du programme Gouvernance du développement durable

Élise Dufief

Responsable de recherche, financement du développement durable

🕒 Temps de lecture: 10 min



Les Assemblées de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international se sont déroulées du 12 au 17 octobre à Bangkok. Elles ont acté la prévalence des enjeux macroéconomiques et de sécurité économique sur le développement durable, des effets collatéraux de la baisse de l'aide au développement, ainsi qu'une certaine marginalisation de l'Europe.

Le recentrage des institutions de Bretton Woods

Cette édition des Assemblées annuelles confirme le recentrage des institutions de Bretton Woods sur la croissance économique, l'emploi et l'investissement privé, la sécurisation de l'accès à l'énergie et aux minéraux critiques, déjà largement amorcé l'année dernière, sur fond d'appel à l'urgence d'agir pour stabiliser l'économie mondiale¹. Cette orientation est en ligne avec les annonces récentes de la Banque mondiale d'une mobilisation record de 112 milliards de dollars de capitaux privés, présentée comme le levier de sa stratégie pour l'emploi², dont près de 80 % à destination des pays à revenu intermédiaire, contre seulement 3 milliards de dollars dans les pays à faible revenu. Cette concentration n'est pas en soi contraire aux Objectifs de développement durable, tant les besoins d'investissement des pays à revenu intermédiaire sont importants. Elle se heurte en revanche au principe de « ne laisser personne de côté » de l'Agenda 2030 pour le développement durable comme à la mission même de la Banque mondiale : près de la moitié des personnes en extrême pauvreté vivent désormais dans des pays à faible revenu, contre moins d'un quart il y a dix ans³. Dans ces pays, l'enjeu est à la fois de préserver les ressources concessionnelles et de parvenir enfin à y mobiliser des capitaux privés, ce que la Banque reconnaît elle-même ne pas réussir à ce stade.

Les discussions sur la dette, un sujet récurrent des assemblées, ont été omniprésentes et, fait nouveau, c'est la question de la maîtrise de la dette des pays du G7, notamment celle de la France, qui a mobilisé l'attention. L'enjeu est de taille, puisque la dette des pays développés pèse sur les taux d'intérêt et augmente de fait les coûts de remboursement de celle des pays du Sud⁴. Les effets des baisses drastiques de l'aide au développement (Iddri, 2026a) se sont fait sentir, y compris via un rapprochement avec les philanthropies – la Banque mondiale lançant à Bangkok un « Philanthropy Hub »⁵. Les questions d'intelligence artificielle (IA) se sont aussi invitées à la table sur fond de dérapage des agents de l'IA et des divisions profondes entre les pays sur les réponses à y apporter, comme l'a démontré l'Assemblée générale des Nations unies de septembre à New York⁶.

Si les questions du climat et du développement durable sont restées largement absentes du programme officiel des Assemblées, les sessions de la société civile⁷ ont fait la part belle aux enjeux de résilience, s'appuyant sur les déflagrations du glissement de terrain meurtrier au Népal. Les gouverneurs de banques centrales des pays vulnérables (V20) ont aussi fait un pas supplémentaire vers la création du Fonds « Lifeline », un dispositif financier conçu pour fournir un soutien rapide en liquidités pour remédier aux pressions sur la balance des paiements en cas de chocs climatiques⁸. Le projet reste toutefois une déclaration d'intention, signée à ce stade par six banques centrales, avec un objectif initial de 500 millions de dollars et un acte fondateur visé pour les Assemblées de printemps en 2027. La coalition des ministres des Finances pour le climat s'est réunie avec une attention particulière portée aux catastrophes naturelles⁹.

Les déclarations des deux comités ministériels confirment ce recentrage. Le Comité monétaire et financier international est parvenu, pour la première fois depuis 2022, à un texte agréé par tous ses membres, mais au prix d'un accord minimal : l'IA n'y est plus mentionnée, remplacée par des « technologies d'intelligence avancée », et le climat y est quasi absent¹⁰. Le Comité du

développement n'a, lui, pas trouvé de consensus : la déclaration de sa présidente ne reflète que les vues de « la majorité des membres » et se contente de prendre note de la prolongation du plan d'action climat¹¹. Les déclarations des ministres montrent pourquoi : là où les États-Unis se félicitent de l'abandon de l'ambition climatique, la France, l'Allemagne et les pays nordiques attendent que la Banque maintienne son effort, voire qu'elle sorte des énergies fossiles¹². Un point de convergence notable subsiste néanmoins, au Nord comme au Sud : la nécessité de renforcer la mobilisation des capitaux privés au profit des pays les plus pauvres.

Omniprésence du référentiel américain, tensions et coup de projecteur sur l'Asie

Dans son intervention aux Assemblées annuelles, le Secrétaire au Trésor américain¹³, Scott Bessent, se félicite du recentrage du FMI et de la Banque mondiale sur leur mandat cœur : la gestion des crises et des déséquilibres macroéconomiques pour le FMI, la lutte contre la pauvreté et la croissance économique pour la Banque mondiale. Cette intervention est importante par ce qu'elle dévoile de la position américaine sur les organisations internationales – celle de 2025 s'était avérée prémonitoire des intentions du président Trump ([Iddri, 2026b](#)). Or, si Scott Bessent approuve la suppression de la cible de finance climat de la Banque mondiale¹⁴, il anticipe qu'il ne s'agit que d'une première étape dans le détricotage des cadres de ces institutions en faveur du développement durable. Il attaque notamment dans son intervention la Facilité pour la résilience et la durabilité du FMI (Resilience and sustainability Trust) et appelle la Banque mondiale à revenir sur sa règle de ne pas financer les activités dans les énergies fossiles et à soutenir les activités d'extraction minière en haute mer. Il insiste aussi sur la « gradation », c'est-à-dire sur le fait que les pays qui se sont enrichis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale cessent d'emprunter à la Banque, citant notamment la Pologne et la Chine, et prévient que l'Association internationale de développement devra démontrer ses résultats lors de la renégociation de ses financements (IDA22), donnant à penser que la contribution américaine n'est pas acquise.

Si la tenue de ces Assemblées annuelles loin de Washington ne peut faire oublier la dominance du référentiel américain dans les discussions, elle permet néanmoins un coup de projecteur régional, en l'occurrence sur l'Asie. Le FMI y a lancé un rapport phare qui rappelle que l'Asie a assuré près des deux tiers de la croissance mondiale depuis 1990, et un record de 68 % en 2026¹⁵. La région est pourtant parmi les plus exposées aux chocs énergétiques, et les inondations qui ont frappé Bangkok en septembre dernier ont rappelé sa vulnérabilité climatique¹⁶. Le récit, lui, se déplace : la moitié des échanges des pays en développement se font désormais entre eux, et la Chine, dont Washington salue la sortie programmée des prêts de la Banque mondiale, se pose en porte-voix du « Sud global », tout en se disant « déçue » par le blocage de la réforme de la gouvernance¹⁷. Les discussions sur la dette ont aussi mis en avant le continent africain, faisant écho aux discussions menées autour de la création d'une agence de notation continentale – qui a finalement vu le jour la semaine précédant les Assemblées annuelles¹⁸. Par contraste, l'Amérique Latine a fait l'objet d'une moindre attention, de même que l'Europe, peu présente hors du cadre intergouvernemental, même s'il est à noter l'intervention du Commissaire Dombrovkis sur les enjeux

de sécurisation des chaînes de valeur¹⁹.

Les Assemblées annuelles constituent aussi une étape traditionnelle du G7 et du G20. Du côté G7, alors que l'essentiel du travail avait été anticipé en vue du sommet d'Evian de juin 2026 ([Iddri, 2026c](#)), les ministres du Développement se sont réunis à Bangkok et ont adopté le rapport de redevabilité (devenu). Les ministres des Finances se sont pour leur part rencontrés en format G7²⁰ et en format G20, avec le retour notable de la Russie à la table, sans qu'un communiqué n'en ressorte en raison des divergences de vue²¹. Les Assemblées annuelles ont aussi été l'opportunité pour le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères britannique, Ed Miliband, d'initier une présidence du G20 2027 très attendue après une année peu active sous présidence américaine, et d'en dévoiler quelques-unes des priorités, notamment sur le développement (dette, mobilisation du capital privé, résilience, États fragiles)²², sachant que le Royaume-Uni semble considérer la possibilité de ne pas organiser de filière « développement » pour se concentrer sur les filières « finance » et « affaires étrangères ».

Bangkok laisse ainsi l'image d'institutions recentrées sur la stabilité et la croissance, au moment même où le financement des transitions et la voix des pays du Sud auraient besoin de relais : l'Europe, encore très engagée sur ces sujets dans les organes de gouvernance de la Banque mondiale (comme le Comité du développement), peut jouer ce rôle, à condition de renforcer ses alliances et ses partenariats avec les autres régions du monde, en les fondant sur leurs priorités, voire sur leurs propres initiatives.

¹

[World Economic Outlook, October 2026: Resilience Under Strain, Urgent Choices](#)

²

www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/09/17/world-bank-group-mobilizes-record-private-capital-for-developing-countries-driving

³

<https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-prosperity-and-planet>

⁴

Second paragraphe du Communiqué du Groupe des 24 : [ENGLISH-G-24-2026-AM-Final-Communique.pdf](#)

⁵

www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/10/12/world-bank-group-launches-philanthropy-hub-to-unlock-capital-knowledge-and-network

⁶

[Face aux dérives de l'IA dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité veut reprendre la main | ONU Couverture des réunions & communiqués de presse](#)

⁷

Civil Society Policy Forum: Annual Meetings 20268V20 Central Bank Governors Advance the Lifeline Fund Toward Establishment9Finance Ministries Strengthen Climate Action Through Practical Economic Policies and Investment Frameworks10IMF members call for more support amid war shocks, 'advanced intelligence' risks | Reuters11Development Committee – Chair's Statement, 114th Meeting, DC/S/2026-0071, 17 octobre 202612Déclarations des ministres à la 114e réunion du Comité du développement, Bangkok, 15 octobre 202613Statement from U.S. Secretary of the Treasury Scott Bessent for the World Bank Development Committee and IMF International Monetary and Financial Committee14Cette pression s'exerce aussi sur la Banque interaméricaine de développement et la Banque asiatique de développement
www.ft.com/content/7181577b-345d-46f4-908d-294a23fe488e?syn-25a6b1a6=115The Nation / Asia News Network, « 22 global economic takeaways from IMF–World Bank meetings in Thailand », 19 octobre 202616E3G, « IMF-World Bank Annual Meetings: Debt, energy and climate crises loom large », 7 October 202617Déclaration de la Chine à la 114e réunion du Comité du développement (DC/S/2026-0048) ; The Nation / Asia News Network, 19 octobre 202618www.reuters.com/world/africa/african-union-launch-continents-first-credit-rating-agency-2026-10-07/19Visit of Valdis Dombrovskis, European Commissioner, to Thailand, at the annual meeting of the World Bank Group and the International Monetary Fund20Réunion des ministres des finances et gouverneurs de banques centrales du G7 à Bangkok en marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale – Presse – Ministère des Finances

21

G20 finance chiefs end Bangkok talks with no communique as Russia returns – Intelligence Report

22

www.gov.uk/government/speeches/foreign-secretary-ed-miliband-speech-a-global-financial-system-that-works-for-all-action-on-debt-investment-and-resilience

GOUVERNANCE

FINANCEMENT DES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT

INSTRUMENTS DE FINANCEMENT

G7

POLITIQUES ÉCONOMIQUES

DEVELOPING COUNTRIES